

## FICHE ACTEUR

### SEVES

Systèmes Économiquement Viables pour l'Eau aux Suds (SEVES)

Association de Solidarité Internationale

Siège social en Île-de-France

[Lien vers le site internet](#)

Nombre de salarié-es en France : 7

Nombre de salariés dans les pays d'intervention : 5

Pays d'intervention (2023) : **Togo, Niger, Tchad, Burundi, Cameroun**

Année de création : 2007

Domaine(s) d'expertise(s) : **Eau, Assainissement, Gestion des déchets, Hygiène**

#### Contact de la personne référente

Romain DESVALOIS

Délégué général

[romaindesvalois@asso-seves.org](mailto:romaindesvalois@asso-seves.org)

+33 (0)7 70 72 53 40

**Forte de son expérience, l'association a identifié des points de vigilance à prendre en considération dans ses projets, dans le cadre de cette approche :**

- Une mobilisation de cofinancements très nombreux (plusieurs donneurs, plusieurs aides par donneur), chaque partenaire financier ayant ses propres règles et son calendrier propre, impacte la coordination et la gestion du projet.
- Une charge de travail et un besoin de compétences substantiels pour les collectivités territoriales locales, à prendre en compte dans l'accompagnement pour prendre en main plusieurs compétences en parallèle. De plus, il faut impérativement anticiper que les sous-projets sectoriels n'avancent pas au même rythme. Enfin, afin d'assurer la pérennité des services déployés, la prise en compte d'un fort besoin de renforcement rapide des recettes communales pour assurer le pilotage des services est à anticiper.

En interne, SEVES interroge l'enjeu de délivrance des services essentiels, de protection de l'environnement et des ressources dans les petites villes (20 000 à 50 000 habitants par exemple). Ces collectivités sont de plus en plus confrontées à des problématiques d'urbanisation rapide, d'étalement urbain et de gisement croissant de déchets liquides et solides. Ceci dans un contexte de capacités limitées à payer les services pour les ménages, de faibles moyens humains et financiers des services



#### Approche multisectorielle

Pour SEVES, l'approche multisectorielle a vocation à répondre à une approche territoriale intégrée pour le développement et la pérennisation des services essentiels, tout en renforçant la qualité et l'efficacité des interventions en mutualisant les moyens, autant pour les projets que pour les services. Les mezzo-projets sectoriels demandent un investissement conséquent dans les diagnostics et les planifications (enquêtes ménages, focus groupes, analyse du développement urbain, du milieu physique et des risques environnementaux, impact du changement climatique, cartographie, genre, jeunesse, maîtrise d'ouvrage communale), souvent coûteux au regard des projets opérationnels à déployer par la suite.

#### L'approche multisectorielle permet donc de :

- Mutualiser les moyens et renforcer la qualité et l'exhaustivité des phases de diagnostic et de planification, puis de renforcer les capacités des acteurs de pilotage des services ;
- Identifier des mutualisations de services : par exemple un site unique pour la revalorisation et la mise en décharge des déchets solides et le traitement des boues de vidange, et un exploitant unique, mutualisant ainsi les investissements, puis réduisant les coûts d'exploitation, ou encore un fichier unique d'abonnés (début d'adressage) ;
- Renforcer et mutualiser les services techniques communaux sur le pilotage de plusieurs services essentiels locaux.

des collectivités territoriales et de faible disponibilité de données. Du fait de leur petite échelle, ces villes sont moins prioritaires pour les gouvernements et les partenaires techniques et financiers, de plus grandes villes accusant déjà des retards conséquents. Elles intéressent moins le secteur privé et l'équation du modèle économique des services est difficilement soluble. Les solutions techniques conventionnelles sont très coûteuses et quasiment impossibles à financer localement.

SEVES identifie dans l'approche multisectorielle un levier important d'innovation locale d'un point de vue institutionnel (intercommunalité, mutualisation de moyens, de ressources humaines), technique (avec des technologies simples, de transition et évolutives), économique (avec un équilibre des trois T : tarif, taxe, transfert) propre à chacun des services, avec des mutualisations potentielles. L'association mise aussi sur la participation du secteur privé local, et social, dans l'identification et la prise en compte des populations les plus vulnérables, et la participation citoyenne.

SEVES intervient notamment dans le cadre des filières d'assainissement liquide et de gestion des déchets solides, qui demandent une échelle minimum de taille de localité, et des financements substantiels. Les partages de méthodes et d'approches se font entre équipes concernées par des localités de plus de 20 000 habitants.

## Les projets multisectoriels portés

Nom du projet	Initiatives durables pour l'accès à l'eau et à l'assainissement (INIDEA)	Projet d'Amélioration des Services Publics Essentiels de Vogon (PASPEVO)
Pays d'intervention	Cameroun	Togo
Période de réalisation	2023 > 2026	2018 > 2026
Secteurs d'intervention cibles		
Eau	Oui	Oui
Assainissement	Oui	Oui
Énergie	--	--
Déchets	Oui	Oui
Approche genre	Oui	Non
Autre secteurs d'intervention touchés	Hygiène	Hygiène
Présentation de la logique d'intervention multisectorielle	<p>Objectif global : Améliorer durablement les conditions d'accès et de pérennité des services d'eau, l'accès à l'assainissement amélioré, la gestion des déchets et les comportements d'hygiène de la commune de Ngaoundal. En particulier : 1/ Renforcer la gouvernance et les capacités des acteurs des services d'eau et d'assainissement et de déchets, 2/Améliorer durablement l'accès, la qualité, la durabilité et les performances techniques, économiques et environnementales des services d'eau, 3/Renforcer l'accès à des services améliorés d'assainissement et de gestion des déchets et améliorer les pratiques de la population en matière d'hygiène et d'assainissement, en prenant en compte les besoins spécifiques des femmes et des personnes en situation de handicap.</p>	<p>Objectif global : Améliorer durablement les conditions d'accès et de pérennité du service d'eau, l'accès à l'assainissement amélioré, les comportements d'hygiène, et les conditions de traitement des déchets, dans la ville de Vogon.</p>
Financement 1% solidaires (directement ou indirectement)	Oui : 1% Eau/Assainissement, 1% Déchets	Oui : 1% Eau/Assainissement, 1% Énergie, 1% Déchets
Présentation du projet	<a href="https://www.asso-seves.org/intervention/inidea-cameroun/">https://www.asso-seves.org/intervention/inidea-cameroun/</a>	<a href="https://www.asso-seves.org/intervention/paspevo/">https://www.asso-seves.org/intervention/paspevo/</a>

## Fiche projet détaillée « PASPEVO »

### Nom complet du projet :

Projet d'Amélioration des Services Publics Essentiels de Vogon.

### Acronyme ou nom simplifié donné au projet :

PASPEVO

### Pays d'intervention :

Togo

### Région d'intervention (ou équivalent) :

Maritime, commune de Vo 1, Vogon

### Objectif(s) du projet :

Objectif global : Améliorer durablement les conditions d'accès et de pérennité du service d'eau, l'accès à l'assainissement amélioré et les comportements d'hygiène, et les conditions de traitement des déchets, dans la ville de Vogon.

Objectifs spécifiques :

1. Améliorer durablement le niveau de service de distribution d'eau potable ;
2. Améliorer durablement le niveau d'équipement des ménages en assainissement liquide et garantir un traitement optimal des matières de vidange issues de la filière d'assainissement liquide ;
3. Développer l'accès à un service de collecte des déchets ménagers et garantir un traitement optimal des déchets collectés ;

4. Renforcer la commune dans son rôle de maître d'ouvrage et dans l'organisation des services.

#### Échelle d'intervention territoriale :

- Commune

#### Action dupliquée sur plusieurs zones géographiques identique (périmètre d'intervention) :

Non.

#### Thématiques d'intervention Eau/assainissement, Énergie, Déchets :

- Accès à l'eau
- Accès à des latrines
- Gestion des boues de vidange
- Gestion des déchets ménagers ou scolaires

#### Informations complémentaires :

• La solution de traitement des matières de vidange choisie sont des lits de séchage solaire. Cela permet de récupérer les boues séchées et de pouvoir soit les utiliser directement (après un temps d'hygiénisation) comme engrais, soit de les co-composter avec les déchets ménagers.

• Les déchets ménagers sont dans un premier temps stockés dans un casier de décharge, l'urgence première étant d'évacuer les déchets produits en ville vers un site de stockage sécurisé (objectif du maillon collecte). Dans un second temps lorsque le service de collecte sera en place, l'opérateur pourra trier les déchets afin de prévoir des valorisations par type de déchet. Il y a notamment une opportunité de fabrication de compost (plateforme de tri et compostage prévus dans le projet) car les déchets comprennent 40% de matière organique. Le tri du sable sera aussi un enjeu (le sable n'étant pas un déchets, sauf si il est souillé) car les déchets comprennent 40% de sable.

• Au niveau de la facturation des services :

- Service d'eau potable = facturation gérée par l'exploitant national (la TdE) et organisée au niveau de chaque branche-ment individuel. Facturation de la vente d'eau aux bornes fontaines gérée par un autre opérateur privé.

- Service d'assainissement = facturation de la vidange lors du service à l'usagers, incluant une partie du coût de traitement. Paiement d'une redevance des vidangeurs pour les coûts de traitement.

- Service déchets solides = facturation mensuelle aux abonnés.

• Concernant les services assainissement et déchets, le contrat de délégation de services public prévoit une subvention à l'opérateur, prise en charge par la commune car les recettes issues du tarif perçus aux abonnés ne permettent pas l'atteinte d'un équilibre financier.

#### Pourquoi avoir inscrit le projet dans une approche multisectorielle ? Quel est/a été le but visé ?

Nous avons cherché à répondre à la demande exprimée par la collectivité locale, et le diagnostic s'est inscrit dans une démarche multisectorielle. En parallèle, les grands syndicats de services franciliens avaient signé un accord de coopération pour intervenir dans cette démarche à l'international, ce qui rendait possible un tel projet. L'approche multisectorielle a également pour but de mutualiser de l'expertise et des investissements, notamment au niveau des infrastructures de traitement (assainissement liquide et déchets solides).

#### Le projet est-il associé/ mis en œuvre en complémentarité avec d'autres projets ?

Non.

#### Durée et date de mise en œuvre :

- Durée du projet : 8 ans
- Date de lancement : 2018

#### Phase actuel du projet (dans un cycle général du projet) :

Phase 1 : diagnostic territorial et planification locales (terminée) ; Phases 2/3 : mise en œuvre opérationnelle des plans locaux eau, assainissement et déchets (en cours) ; Phase 4 : phase d'autonomisation des services et acteurs et de fin de projet (à venir).

#### Le projet s'inscrit dans un cadre de coopération décentralisée (entre collectivités de deux pays) :

Oui, via des syndicats, notamment le Sedif, le SIGEIF et le Syc-tom, qui avaient déjà un accord commun visant à favoriser la complémentarité et la synergie de leurs actions internationales respectives.

Historique du partenariat : La commune a sollicité SEVES, qui a sollicité plusieurs bailleurs de coopération décentralisée via des guichets ou des appels à projets.

#### Mobilisation d'une antenne pays de l'organisation pour la mise en œuvre du projet :

Oui.

Fonction et rôle dans le projet : Montage, coordination des activités et des partenaires du projet, gestion administrative et financière des subventions, assistance à maîtrise d'ouvrage.

## Partenaires principaux (hors partenaires financiers) :

Nom de l'organisation et statut (entreprise, ONG, etc.)	Localisation / Territoire d'ancrage (France/UE, pays d'intervention)	Fonction/rôle dans le projet
African Rural Water Pro (ARWP)	Togo	Mise en œuvre des activités eau potable et appui à la coordination du projet
Aquassistance	France	Appui technique pour la réalisation des diagnostics et la conception des infrastructures d'assainissement et de gestion des déchets
Gret	Togo	Assistance technique déchets solides

## Budget prévisionnel du projet :

1,75 M €

## Principaux partenaires financiers :

Nom du partenaire financier	Type	Est-ce que la subvention obtenue est rattachée à la mobilisation des 1% solidaires par le partenaire financier ?
Agence de l'eau Seine-Normandie (AESN)	Établissement public (administratif de l'État ou de coopération intercommunale)	Oui : 1% Eau/Assainissement
Syndicat des Eaux d'Île-de-France (SEDIF)	Établissement public (administratif de l'État ou de coopération intercommunale)	Oui : 1% Eau/Assainissement
Syndicat intercommunal pour le gaz et l'électricité en Île-de-France (SIGEIF)	Établissement public (administratif de l'État ou de coopération intercommunale)	Oui : 1% Énergie
SYCTOM	Établissement public (administratif de l'État ou de coopération intercommunale)	Oui : 1% Déchets
Ville de Paris – dispositif SOLIDAE	Collectivité territoriale (région, département, commune)	Oui : 1% Eau/Assainissement, 1% Déchets
SP-Eau (Société de Patrimoine Eau et Assainissement en milieu Urbain et semi-urbain)	Autre (société d'État togolaise)	Non